



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 42

Loi sur le ministère des Affaires internationales

Présentation

Présenté par
M. Gil Rémillard
Ministre des Relations internationales

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de Loi sur le ministère des Affaires internationales a pour principal objet la création d'un ministère des Affaires internationales en remplacement de deux ministères, soit le ministère des Relations internationales et le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

Il confère au ministre des Affaires internationales le mandat principal de planifier, d'organiser et de diriger toute l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes et d'élaborer, en collaboration avec les ministères concernés, une politique en matière d'affaires internationales devant favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Ce projet de loi prévoit que le ministre des Affaires internationales est d'office le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales et, à titre de dépositaire des originaux des ententes internationales et de copies conformes de toute autre entente, il a la responsabilité d'établir un bureau des ententes et de prescrire le mode d'enregistrement de ces ententes.

Le ministre des Affaires internationales a également la mandat de veiller à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des affaires internationales.

Ce projet de loi donne au gouvernement le pouvoir de constituer un comité, présidé par le ministre des Affaires internationales, chargé, notamment, de favoriser la collaboration entre les ministères concernés, aux fins de l'élaboration par le ministre d'une politique en matière d'affaires internationales et d'analyser la programmation des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes et d'évaluer annuellement les résultats de ces activités.

Ce projet de loi prévoit, comme condition de validité de toute entente internationale, qu'une telle entente doit être signée par le ministre des

Affaires internationales et par la personne habilitée à conclure une telle entente et être approuvée par le gouvernement.

Au chapitre de la représentation du Québec à l'étranger, ce projet de loi attribue au ministre des Affaires internationales la fonction d'assurer et de diriger la représentation du Québec à l'étranger. Le projet prévoit que le gouvernement peut établir à l'étranger des délégations générales, des délégations et toute autre forme d'organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger et, qu'en conséquence, il peut nommer, dans tout pays qu'il désigne, un délégué général pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans tous les secteurs d'activités qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec ou un délégué pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans les secteurs d'activités qu'il détermine.

Ce projet de loi vient par ailleurs conférer au ministre de l'Industrie et du Commerce, la responsabilité du domaine de la technologie et modifie en conséquence la désignation du ministre et de son ministère.

Ce projet de loi précise les fonctions du ministre responsable de la section II de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et apporte certaines modifications d'harmonisation à des dispositions de cette loi relatives à certaines ententes.

Enfin, ce projet de loi contient un bon nombre de modifications de concordance découlant de la réforme proposée.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01);
- Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1);
- Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (L.R.Q., chapitre A-7.1);
- Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1);
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
- Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23);

- Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants (L.R.Q., chapitre A-23.01);
- Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29);
- Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8);
- Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4);
- Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8);
- Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);
- Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);
- Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
- Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., chapitre C-51);
- Loi sur le Conseil des collèges (L.R.Q., chapitre C-57.1);
- Loi sur le Conseil des universités (L.R.Q., chapitre C-58);
- Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59);
- Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60);
- Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2);
- Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3);
- Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1);
- Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9);
- Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1);
- Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);
- Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18);

- Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1);
- Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5);
- Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2);
- Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1);
- Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);
- Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1);
- Loi sur l'Institut national de productivité (L.R.Q., chapitre I-13.1);
- Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17);
- Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5);
- Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9);
- Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-15.1.1);
- Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce (L.R.Q., chapitre M-17);
- Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20);
- Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1);
- Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30);
- Loi sur le ministère du Solliciteur général (L.R.Q., chapitre M-31.01);
- Loi sur le ministère du Tourisme (L.R.Q., chapitre M-31.1);
- Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34);

- Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39);
- Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1);
- Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., chapitre O-5);
- Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (L.R.Q., chapitre P-9.2);
- Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10);
- Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);
- Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21);
- Loi sur la programmation éducative (L.R.Q., chapitre P-30.1);
- Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1);
- Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2);
- Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);
- Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);
- Loi sur la Société de développement des coopératives (L.R.Q., chapitre S-10.001);
- Loi sur la Société de développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1);
- Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01);
- Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques (L.R.Q., chapitre S-11.02);
- Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13);
- Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15);
- Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16);

- Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17);
- Loi sur la Société Inter-Port de Québec (L.R.Q., chapitre S-18);
- Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1);
- Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1);
- Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34);
- Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1);
- Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1);
- Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91).

LOIS REMPLACÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-25.1);
- Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1).

Projet de loi 42

Loi sur le ministère des Affaires internationales

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

ORGANISATION DU MINISTÈRE

1. Le ministère des Affaires internationales est dirigé par le ministre des Affaires internationales nommé en vertu de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18).

2. Le gouvernement nomme, conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), une personne au titre de sous-ministre des Affaires internationales.

3. Sous la direction du ministre, le sous-ministre administre le ministère.

Il exerce, en outre, toute autre fonction que lui assigne le gouvernement ou le ministre.

4. Dans l'exercice de ses fonctions, le sous-ministre a l'autorité du ministre. Ses ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre.

5. Le sous-ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à un fonctionnaire ou au titulaire d'un emploi l'exercice de ses fonctions visées par la présente loi.

Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions qu'il indique; le cas échéant, il identifie le fonctionnaire ou le titulaire d'un emploi à qui cette subdélégation peut être faite.

6. Le personnel du ministère est constitué des fonctionnaires nécessaires à l'exercice des fonctions du ministre; ceux-ci sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique.

Le ministre détermine les devoirs de ces fonctionnaires pour autant qu'il n'y est pas pourvu par la loi ou par le gouvernement.

7. La signature du ministre ou du sous-ministre donne autorité à tout document provenant du ministère.

Aucun acte, document ou écrit n'engage le ministre, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, par un membre du personnel du ministère ou par un titulaire d'un emploi mais, dans le cas de ces deux derniers, uniquement dans la mesure déterminée par le gouvernement.

8. Le gouvernement peut permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature du ministre ou du sous-ministre soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le gouvernement peut également permettre qu'un fac-similé de cette signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine. Le fac-similé doit être authentifié par le contreseing d'une personne autorisée par le ministre.

9. Un document ou une copie d'un document provenant du ministère ou faisant partie de ses archives, signé ou certifiée conforme par une personne visée au deuxième alinéa de l'article 7, est authentique.

10. Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités du ministère des Affaires internationales pour chaque exercice financier, dans les six mois de la fin de cet exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

CHAPITRE II

FONCTIONS ET POUVOIRS DU MINISTRE

11. Le ministre planifie, organise et dirige l'action à l'étranger du gouvernement ainsi que celle de ses ministères et organismes

et coordonne leurs activités au Québec en matière d'affaires internationales.

Il élabore, en collaboration avec les ministères concernés, une politique en matière d'affaires internationales, la propose au gouvernement et s'assure de sa mise en œuvre. Cette politique doit favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Il est d'office:

1° le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales;

2° le dépositaire de l'original de toute entente internationale ainsi que d'une copie conforme de toute autre entente et, à ce titre, il établit un bureau des ententes et prescrit le mode d'enregistrement de ces ententes.

Il établit et maintient avec les gouvernements étrangers et leurs ministères, les organisations internationales et les organismes de ces gouvernements et de ces organisations les relations que le gouvernement juge opportun d'avoir avec eux.

Il favorise le renforcement des institutions francophones internationales auxquelles le gouvernement participe, en tenant compte des intérêts du Québec.

12. Le ministre a la responsabilité des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes.

À cet égard, il peut convenir, avec chacun des ministres concernés, de modalités de collaboration.

Il peut également recommander au gouvernement de confier à un autre ministre la responsabilité de certaines de ces activités.

13. Le ministre effectue des recherches, des études et des analyses sur les pays et leur situation géopolitique et économique afin d'informer les ministères et organismes notamment quant aux possibilités d'y exporter des produits et services québécois ou d'y promouvoir les investissements étrangers au Québec.

Il fait la promotion à l'étranger des produits et services québécois, notamment au moyen de missions, de stages, d'expositions ou de programmes d'aide financière, et coordonne les activités des ministères et organismes concernés.

14. Le ministre assure les communications officielles entre d'une part, le gouvernement, ses ministères et organismes et d'autre part, les gouvernements étrangers et leurs ministères, les organisations internationales, les organismes de ces gouvernements et de ces organisations et maintient les liaisons avec leurs représentants sur le territoire du Québec.

Il favorise l'établissement sur le territoire du Québec d'organisations internationales et de représentants de gouvernements étrangers.

15. Le ministre, dans la conduite des affaires internationales, veille à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec.

16. Le ministre assure la participation du gouvernement à l'élaboration et à la mise en œuvre à l'étranger des politiques et programmes fédéraux ayant des incidences sur le développement du Québec et favorise, à cette fin, la concertation intergouvernementale.

17. Le ministre recommande au gouvernement la ratification des traités et accords internationaux dans les domaines ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec.

Il assure et coordonne la mise en œuvre au Québec des traités et accords internationaux impliquant le gouvernement.

18. Le gouvernement peut constituer un comité, présidé par le ministre des Affaires internationales, chargé :

1° de favoriser la collaboration entre les ministères concernés, en vue de l'élaboration par le ministre de la politique en matière d'affaires internationales ;

2° d'analyser la programmation des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes, de même que celle relative à leurs activités au Québec en matière d'affaires internationales, de faire des recommandations à ce sujet au gouvernement et d'évaluer annuellement les résultats de ces activités ;

3° d'exercer toute autre fonction connexe que lui confie le gouvernement.

CHAPITRE III

ENTENTES INTERNATIONALES, AUTRES ENTENTES
ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION

19. Le ministre veille à la négociation et à la mise en œuvre des ententes internationales et administre les programmes qui en résultent. Il peut, par écrit, confier à un autre ministre l'administration de certains de ces programmes.

Ces programmes sont élaborés, en accord avec le ministre, par les ministères et organismes dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

L'expression « entente internationale » désigne un accord intervenu entre d'une part, le gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes et d'autre part, un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

20. Malgré toute disposition législative, les ententes internationales doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre.

Le ministre peut autoriser, par écrit, une personne à signer en son nom une entente internationale. Cette signature a le même effet que celle du ministre.

21. Lorsqu'une personne autre que le ministre peut, d'après la loi, conclure des ententes internationales, la signature de cette personne continue d'être requise pour donner effet aux ententes, à moins que le gouvernement n'en ordonne autrement.

22. Le gouvernement peut autoriser le ministre à signer seul une entente internationale que la loi habilite une autre personne à conclure. En ce cas, la signature du ministre a le même effet que celle de la personne habilitée.

23. Sauf dans la mesure prévue expressément par la loi, aucune commission scolaire, commission régionale, corporation municipale, communauté urbaine ou communauté régionale, ni aucun organisme dont elle nomme la majorité des membres ou contribue à plus de la moitié du financement, ni aucun regroupement formé de telles commissions, corporations ou communautés ou de tels organismes, ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre :

1° négocier ou conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation;

2° permettre ou tolérer qu'une entente conclue entre d'une part, une association dont il fait partie ou un tiers et d'autre part, un gouvernement, un ministère, une organisation ou un organisme visé au paragraphe 1° puisse avoir quelque effet à son égard.

Toute contravention aux dispositions du paragraphe 1° du premier alinéa entraîne la nullité de l'entente; toute contravention aux dispositions du paragraphe 2° de cet alinéa entraîne, pour la commission, la corporation, la communauté, l'organisme ou le regroupement concerné, la nullité de toute stipulation de l'entente qui a quelque effet à son égard.

24. Aucun organisme public, aucune corporation ou aucun organisme dont l'organisme public nomme la majorité des membres ou contribue à plus de la moitié du financement, ni aucun regroupement d'organismes publics, de telles corporations ou de tels organismes, ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre, conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

Toute contravention aux dispositions du premier alinéa entraîne la nullité de l'entente.

Le ministre, en accord avec le ministre qui est responsable de l'organisme public ou avec celui qui lui verse une subvention, veille à la négociation de l'entente.

Dans le présent article, l'expression « organisme public » désigne une corporation ou un organisme, non visé à l'article 23, dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique, ou dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu.

25. Dans le cadre des ententes qu'il conclut conformément à la loi avec le gouvernement du Canada, l'un de ses ministères ou organismes et qui ont pour objet d'engager le Québec dans la mise en œuvre d'un accord de coopération liant le gouvernement du Canada à un gouvernement étranger, le ministre voit, en collaboration avec les ministères intéressés, à l'élaboration et à la réalisation de programmes de coopération dans les secteurs où les échanges sont le plus susceptibles

de favoriser le rayonnement du Québec et son développement sur les plans culturel, économique et social.

26. Le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la présente loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne.

Sont exclues de la présente loi, les ententes conclues dans le cadre des relations établies par l'Assemblée nationale avec des institutions parlementaires.

CHAPITRE IV

REPRÉSENTATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

27. Le ministre assure et dirige la représentation du Québec à l'étranger.

28. Le gouvernement peut, sur la proposition du ministre, établir à l'étranger des délégations générales, des délégations et toute autre forme d'organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger.

Il peut nommer :

1° un délégué général, par commission sous le grand sceau, dans tout pays qu'il désigne, pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans tous les secteurs d'activités qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec;

2° un délégué dans tout pays qu'il désigne, pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans les secteurs d'activités qu'il détermine.

Il fixe le traitement des délégués généraux et des délégués.

29. Le ministre peut, conformément à la loi, conclure avec le gouvernement du Canada des accords en vue de permettre à des personnes affectées à l'étranger d'agir au sein des missions diplomatiques ou consulaires du Canada.

30. Malgré le paragraphe 1° de l'article 8 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01) et les articles 18 et 19 de la Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., chapitre S-17.1), le ministre fournit aux délégués généraux, aux

délégués, aux personnes responsables de toute autre forme d'organisation et aux personnes affectées à l'étranger les locaux, le personnel et les services requis pour l'exercice de leurs fonctions.

Il est notamment responsable de l'acquisition, de la location et de l'ensemble de la gestion des biens meubles et immeubles requis.

31. Le délégué général, le délégué et la personne responsable de toute autre forme d'organisation exercent leurs fonctions sous l'autorité du sous-ministre.

Ils dirigent le personnel de la délégation générale, de la délégation ou de la forme d'organisation dont ils ont la responsabilité.

32. Seul le ministre ou le sous-ministre peut affecter une personne à l'étranger pour y exercer des fonctions au sein d'une délégation générale, d'une délégation ou de toute autre forme d'organisation.

Seul le ministre ou le sous-ministre ou la personne que l'un d'eux désigne peut recruter une personne à l'étranger pour y exercer des fonctions au sein d'une délégation générale, d'une délégation ou de toute autre forme d'organisation.

Ces personnes exercent leurs fonctions sous l'autorité du délégué général, du délégué ou de la personne responsable de toute autre forme d'organisation.

Le ministre ou le sous-ministre affecte ou recrute une personne à l'étranger après consultation, le cas échéant, du ministre concerné; la personne que l'un d'eux désigne y recrute une personne également après consultation, le cas échéant, du ministre concerné.

33. Le Conseil du trésor détermine, après consultation du ministre, les conditions de travail spécifiquement reliées à l'affectation à l'étranger de toute catégorie de personnes qu'il indique.

Il détermine, en outre, le régime d'emploi des personnes recrutées à l'étranger.

CHAPITRE V

CONFÉRENCES OU RÉUNIONS INTERNATIONALES ET MISSIONS À L'ÉTRANGER

34. Toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement.

Nul ne peut, lors d'une telle conférence ou réunion, prendre position au nom du gouvernement s'il n'a reçu un mandat exprès à cet effet du ministre.

35. Aucune personne faisant partie d'une mission envoyée au nom du gouvernement auprès d'un gouvernement étranger ou de l'un de ses ministères, d'une organisation internationale ou d'un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation ne peut prendre position au nom du gouvernement si elle n'a reçu un mandat exprès à cet effet du ministre.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

36. La présente loi remplace la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-25.1) et la Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1).

LOI SUR L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

37. L'article 111 de la Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « L'article 21 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1) » par les mots « L'article 24 de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*)) ».

LOI SUR L'AGENCE QUÉBÉCOISE DE VALORISATION INDUSTRIELLE DE LA RECHERCHE

38. L'article 5 de la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (L.R.Q., chapitre A-7.1) est modifié par la suppression de la troisième phrase du deuxième alinéa.

39. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie » par les mots « Industrie, du Commerce et du Développement technologique ».

40. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie » par les mots « Industrie, du Commerce et du Développement technologique ».

41. L'article 39 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie » par les mots « Industrie, du Commerce et du Développement technologique ».

LOI SUR LE CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE
DU QUÉBEC

42. L'article 4 de la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

43. L'article 18.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique ».

44. L'article 26.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique » et par la suppression de la deuxième phrase de cet alinéa.

45. L'article 27 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique ».

46. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

47. L'article 114.1 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par la suppression du troisième alinéa.

LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE
ET TECHNOLOGIQUE DU QUÉBEC

48. L'article 29 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science ».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31, du suivant:

«**31.1** Le ministre doit soumettre au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique tout rapport ou avis ou toute recommandation du Conseil relatifs au développement technologique.

En outre, les demandes d'avis au Conseil relatives au développement technologique sont préparées en collaboration avec le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique.».

50. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1°, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science ».

51. L'article 83 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science »;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science ».

52. L'article 128 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science ».

LOI SUR L'EXÉCUTIF

53. L'article 4 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par le suivant:

«4° Un ministre des Affaires internationales;»;

2° par le remplacement du paragraphe 16° du premier alinéa par le suivant:

« 16° Un ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique; »;

3° par la suppression du paragraphe 26° du premier alinéa;

4° par le remplacement du paragraphe 28° du premier alinéa par le suivant:

« 28° Un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science; ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

54. Le titre de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-15.1.1) est remplacé par le suivant:

« Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science ».

55. L'article 1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **1.** Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science est dirigé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, nommé en vertu de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18). ».

56. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « , de la Science et de la Technologie » par les mots « et de la Science ».

57. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « ainsi que du développement scientifique et technologique » par les mots « et du développement scientifique ».

58. L'article 9 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 3°, des mots « et technologique »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 5°, des mots « et à la technologie ».

59. L'article 10 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 6° et après le mot « concernés », des mots « et dans le cadre de la politique en matière

d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales »;

2° par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant :

« 7° collaborer à l'application de l'article 24 de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*)) et de l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) pour toute question relative à l'enseignement supérieur et à la science; ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

60. Le titre de la Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce (L.R.Q., chapitre M-17) est remplacé par le suivant :

« Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique ».

61. L'article 1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne et dans la deuxième ligne, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique ».

62. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « et du Commerce » par les mots « , du Commerce et du Développement technologique ».

63. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « et du commerce » par les mots « , du commerce et de la technologie ».

64. L'article 7.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° élaborer et mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de contribuer au développement de l'industrie, du commerce et de la technologie au Québec et d'y promouvoir l'exportation des produits et services québécois; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, des suivants :

« 1.1° élaborer, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, en vue de les proposer au gouvernement, des objectifs, des priorités et des stratégies de développement industriel, commercial et technologique; »

« 1.2° contribuer à la valorisation de la recherche et mener des actions liées à la promotion, au développement et à l'implantation de nouvelles technologies ainsi qu'à la diffusion de l'information technologique au Québec;

« 1.3° favoriser et coordonner le développement et la diffusion de l'information technologique;

« 1.4° contribuer à l'analyse, à l'évaluation et à la maîtrise des incidences du développement technologique sur les personnes et la société;

« 1.5° procéder, en collaboration avec les ministres concernés, à l'évaluation des programmes relatifs à la technologie des ministères et organismes;

« 1.6° contribuer à la valorisation des brevets et des licences détenus par les ministères et organismes; »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, des mots « et du commerce » par les mots « , du commerce et de la technologie »;

4° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 5°, des mots « et le commerce » par les mots « , le commerce et le développement technologique »;

5° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

« 6° participer au développement et à la promotion de l'industrie, du commerce et de la technologie, notamment en assurant la prospection des investissements, l'expansion des marchés et la concrétisation au Québec des activités qui en découlent dans le cadre de la politique en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales; »;

6° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 9°, des mots « et au commerce » par les mots « , au commerce et à la technologie ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

65. L'article 2 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « et », des mots « , dans le cadre de la politique en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS
CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION

66. L'article 3 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1) est modifié par l'addition, dans la quatrième ligne du paragraphe c du quatrième alinéa et après le mot « mobilité; », des mots « les activités à l'étranger d'information, de recrutement et de sélection s'exercent dans le cadre de la politique en matière d'affaires internationales et par l'entremise du ministre des Affaires internationales; ».

67. L'article 5 de cette loi est abrogé.

68. L'article 14 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

69. L'article 3.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, des suivants:

« Il analyse l'information recueillie par les ministères et organismes du gouvernement et par les bureaux établis en vertu de l'article 3.15, les programmes et les politiques du gouvernement du Canada et du gouvernement des autres provinces de même que les lois fédérales et provinciales.

Il veille à faire connaître le Québec dans les autres provinces et il propose et met en œuvre toute mesure visant à y favoriser son rayonnement. ».

70. L'article 3.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **3.3** Le ministre, en accord avec les ministères et organismes intéressés, a pour fonction d'assurer la promotion des intérêts du Québec et de favoriser le développement culturel, économique et social des Québécois par l'établissement de relations intergouvernementales canadiennes. ».

71. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 3.5, du suivant:

« **3.5.1** Le ministre identifie les politiques et programmes du gouvernement du Canada et du gouvernement des autres provinces pouvant avoir un impact économique ou financier au Québec et en fait

l'évaluation en collaboration avec les ministères et organismes concernés.».

72. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 3.6, du suivant:

«**3.6.1** Le ministre élabore et propose au gouvernement des programmes de coopération avec les Canadiens d'expression française à l'extérieur du Québec et en assure la mise en œuvre.».

73. L'article 3.11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, des mots «de ce dernier» par les mots «du ministre».

74. L'article 3.12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot «gouvernement» par le mot «ministre».

75. L'article 3.13 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**3.13** Le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la présente loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne.».

LOI SUR LE MINISTÈRE DU TOURISME

76. L'article 8 de la Loi sur le ministère du Tourisme (L.R.Q., chapitre M-31.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 6° et après le mot «concernés», des mots «et dans le cadre de la politique en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales»;

2° par l'addition, dans la deuxième ligne du paragraphe 8° et après le mot «coordonner», des mots « , au Québec et, dans le cadre de la politique en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, à l'extérieur».

LOI SUR LES MINISTÈRES

77. L'article 1 de la Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Le ministère des Affaires internationales, dirigé par le ministre des Affaires internationales; »;

2° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

« 15° Le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, dirigé par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique; »;

3° par la suppression du paragraphe 24°;

4° par le remplacement du paragraphe 26° par le suivant:

« 26° Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, dirigé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science; ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES NASKAPIS

78. L'article 33 de la Loi sur la Société de développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « L'article 21 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1) » par les mots « L'article 24 de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*)) ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ MAKIVIK

79. L'article 42 de la Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « L'article 21 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1) » par les mots « L'article 24 de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*)) ».

80. Les mots « ministre des Relations internationales », « ministère des Relations internationales » et « Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1) » sont respectivement remplacés par les mots « ministre des Affaires internationales », « ministère des Affaires internationales » et « Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*)) », partout où ils se retrouvent dans les dispositions législatives mentionnées à l'annexe I.

81. Les mots « ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie », « ministère de l'Enseignement supérieur, de la

Science et de la Technologie» et «sous-ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie» sont respectivement remplacés par les mots «ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science», «ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science» et «sous-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science», partout où ils se retrouvent dans les dispositions législatives mentionnées à l'annexe II.

82. Les mots «ministre de l'Industrie et du Commerce», «ministère de l'Industrie et du Commerce», «sous-ministre de l'Industrie et du Commerce» et «Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce» sont respectivement remplacés par les mots «ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique», «ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique», «sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique» et «Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique», partout où ils se retrouvent dans les dispositions législatives mentionnées à l'annexe III.

83. Dans toute autre loi, dans toute proclamation ou entente ainsi que dans tout arrêté, décret, règlement, contrat, accord ou autre document :

1° les mots «ministre des Relations internationales», «sous-ministre des Relations internationales», «ministère des Relations internationales» et «Loi sur le ministère des Relations internationales» sont respectivement remplacés par les mots «ministre des Affaires internationales», «sous-ministre des Affaires internationales», «ministère des Affaires internationales» et «Loi sur le ministère des Affaires internationales», à moins que le contexte ne s'y oppose ;

2° les mots «ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie», «sous-ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie», «ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie» et «Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie» sont respectivement remplacés par les mots «ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science», «sous-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science», «ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science» et «Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science», à moins que le contexte ne s'y oppose ;

3° les mots «ministre de l'Industrie et du Commerce», «sous-ministre de l'Industrie et du Commerce», «ministère de l'Industrie et du Commerce» et «Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce» sont respectivement remplacés par les mots «ministre de l'Industrie,

du Commerce et du Développement technologique», « sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique », « ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique » et « Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique », à moins que le contexte ne s'y oppose ;

4° les mots « ministre du Commerce extérieur » ou « ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique », « sous-ministre du Commerce extérieur » ou « sous-ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique », « ministère du Commerce extérieur » ou « ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique » et « Loi sur le ministère du Commerce extérieur » sont respectivement remplacés par les mots « ministre des Affaires internationales », « sous-ministre des Affaires internationales », « ministère des Affaires internationales » et « Loi sur le ministère des Affaires internationales », s'il s'agit d'une matière relevant de la compétence du ministre des Affaires internationales ou par les mots « ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique », « sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique », « ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique » et « Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique », s'il s'agit d'une matière relevant de la compétence du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, à moins que le contexte ne s'y oppose.

84. Les membres du personnel du ministère des Relations internationales deviennent les membres du personnel du ministère des Affaires internationales.

Les membres du personnel du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique deviennent membres du personnel du ministère des Affaires internationales, du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique et du ministère du Conseil exécutif, suivant le partage que fait le gouvernement.

Les membres du personnel de tout autre ministère affectés à l'étranger deviennent membres du personnel du ministère des Affaires internationales, suivant les conditions et modalités déterminées par le gouvernement.

85. Toute personne liée par contrat au ministre des Relations internationales ou au ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, au nom du gouvernement, et qui est

affectée à l'étranger est réputée liée par contrat au ministre des Affaires internationales, au nom du gouvernement.

Toute personne liée par contrat à tout autre ministre, au nom du gouvernement, et qui est affectée à l'étranger est réputée liée par contrat au ministre des Affaires internationales, au nom du gouvernement, suivant les conditions et modalités déterminées par le gouvernement.

86. Toute personne recrutée à l'étranger par le ministre des Relations internationales ou le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique est réputée recrutée à l'étranger par le ministre des Affaires internationales.

Toute personne recrutée à l'étranger par tout autre ministre est réputée recrutée à l'étranger par le ministre des Affaires internationales, suivant les conditions et modalités déterminées par le gouvernement.

87. Les dossiers et autres documents du ministère des Relations internationales deviennent les dossiers et autres documents du ministère des Affaires internationales.

Les dossiers et autres documents du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique deviennent les dossiers et autres documents du ministère des Affaires internationales et du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, suivant le partage que fait le gouvernement.

88. Les affaires pendantes au ministère des Relations internationales sont continuées et décidées par le ministre des Affaires internationales.

Les affaires pendantes au ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique sont continuées et décidées par le ministre des Affaires internationales et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, suivant le partage que fait le gouvernement.

89. Les obligations du ministre des Relations internationales sont assumées par le ministre des Affaires internationales.

Celles du ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique sont assumées par le ministre des Affaires internationales et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, suivant le partage que fait le gouvernement.

90. Les ententes internationales et autres validement conclues avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) sont réputées conclues conformément à la présente loi.

91. Les délégations générales, délégations et autres formes d'organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger sont réputées établies en vertu de l'article 28 de la présente loi.

Les délégués généraux et délégués sont réputés nommés en vertu de l'article 28 de la présente loi.

92. Les décrets pris en application de l'article 22 de la Loi sur le ministère des Relations internationales et ceux pris en application de l'article 3.13 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif sont réputés pris en application de l'article 26 de la présente loi et de l'article 3.13 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, tel que modifié par l'article 75 de la présente loi.

[[**93.** Les crédits accordés au ministère des Relations internationales et au ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique sont transférés au ministère des Affaires internationales, au ministère du Conseil exécutif et au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique, suivant le partage et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1988-1989, sur le fonds consolidé du revenu, dans la mesure que détermine le gouvernement.]]

94. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

ANNEXE I

(article 80)

1° l'article 41 de la Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants (L.R.Q., chapitre A-23.01);

2° l'article 2 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9), tel que modifié par l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1987;

3° l'article 5 de la Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., chapitre 0-5);

4° l'article 79.7 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);

5° les articles 168 et 353 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1);

6° l'article 92 du Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91).

ANNEXE II

(article 81)

1° les articles 19, 34, 37, 63 et 64 de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01);

2° l'article 32 de la Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23);

3° l'article 65 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29);

4° les articles 118 et 128 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);

5° les articles 1 et 33 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);

6° l'article 1 de la Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., chapitre C-51);

7° les articles 12 à 14, 22, 24 et 34 de la Loi sur le Conseil des collèges (L.R.Q., chapitre C-57.1);

8° les articles 2 à 5, 14, 17 et 18 de la Loi sur le Conseil des universités (L.R.Q., chapitre C-58);

9° l'article 7 de la Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59);

10° le préambule et les articles 9, 10 et 22 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60);

11° l'article 24 de la Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3);

12° l'article 6 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1);

13° les articles 1, 1.1, 3, 8, 21.1, 48, 49, 56, 67 et 72.1 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);

14° les articles 30, 34 et 35 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5);

15° l'article 1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17) et l'article 6.1 de cette loi, édicté par l'article 43 du chapitre 58 des lois de 1982 tel que modifié par l'article 96 du chapitre 21 des lois de 1985 et par l'article 2 du chapitre 75 des lois de 1986;

16° l'article 29 de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9);

17° l'article 3 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1);

18° l'article 15 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10);

19° l'article 94 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);

20° l'article 1 de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21);

21° l'article 9 de la Loi sur la programmation éducative (L.R.Q., chapitre P-30.1);

22° l'article 23 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1);

23° les articles 31, 33 et 43 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2);

24° l'article 167 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);

25° l'article 125 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);

26° les articles 27 et 37 de la Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques (L.R.Q., chapitre S-11.02);

27° les articles 1 et 59 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1).

ANNEXE III

(article 82)

1° les articles 11, 37 et 39 de la Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1);

2° l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

3° les articles 1 et 2 de la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8);

4° l'article 50 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4);

5° les articles 327 et 328 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2);

6° l'article 2 de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9);

7° l'article 7 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1);

8° les articles 34 et 35 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5);

9° l'article 11 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2);

10° les articles 1, 2, 5, 6, 12 et 13 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1);

11° l'article 227, tel que remplacé par l'article 48 du chapitre 67 des lois de 1987, l'article 965.11.7.1, édicté par l'article 101 du chapitre 4 des lois de 1988, l'article 965.35, tel que modifié par l'article 67 du chapitre 21 des lois de 1987, et les articles 1049.12 à 1049.14, tels que remplacés par l'article 80 du chapitre 21 des lois de 1987, de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

12° les articles 115, 146 et 147 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1);

13° les articles 25, 27 et 30 de la Loi sur l'Institut national de productivité (L.R.Q., chapitre I-13.1);

14° les articles 21 et 38 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5);

15° l'article 9 de la Loi sur le ministère du Solliciteur général (L.R.Q., chapitre M-31.01);

16° l'article 17 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), tel que modifié par l'article 2 du chapitre 2 et l'article 337 du chapitre 64 des lois de 1987;

17° les articles 2, 4 et 10 de la Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (L.R.Q., chapitre P-9.2);

18° l'article 49 de la Loi sur la Société de développement des coopératives (L.R.Q., chapitre S-10.001);

19° les articles 1, 5, 7, 32.1, 41, 47 et 52 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01);

20° les articles 20.2, 21, 24, 24.1, 30, 33, 34, 34.1, 35, 36, 59 et 61 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13);

21° les articles 17, 18, 22, 24, 25, 26 et 32 de la Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15);

22° les articles 1 et 31 de la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16);

23° les articles 10, 15 et 17 de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17);

24° les articles 1 et 20 de la Loi sur la Société Inter-Port de Québec (L.R.Q., chapitre S-18);

25° l'article 17 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1);

26° les articles 1, 8, 14, 16, 18, 26 et 30 de la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34).